

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS EN DANGER

Azimjan Askarov, défenseur des droits humains d'origine ouzbèke, a été arrêté le 15 juin dans le sud du Kirghizistan. Il aurait été torturé, privé de soins médicaux et sa vie serait menacée. Cet homme est un prisonnier d'opinion et doit être libéré sans délai.

Azimjan Askarov a été arrêté par des policiers le 15 juin à Bazar Korgan, un village de la région de Djalal-Abad, dans le sud du Kirghizistan. Cependant, sa détention n'a été officiellement enregistrée, semble-t-il, que le 16 juin. Il est incarcéré dans un centre de détention de Bazar Korgan pour avoir « organisé des troubles de masse » lors des récents épisodes de violence qui ont eu lieu dans le sud du pays. Amnesty International pense que cet homme a été visé en raison de ses activités légitimes de défenseur des droits humains et appelle les autorités à le libérer immédiatement et sans condition.

Azimjan Askarov est le directeur de l'organisation de défense des droits humains Vozdukh (Air), qui fait partie d'un réseau régional basé dans le sud du Kirghizistan. Depuis plusieurs années, il recueille des informations concernant des mauvais traitements de détenus commis par la police dans le village de Bazar Korgan et dans d'autres parties de la région de Djalal-Abad. Le médiateur a déclaré publiquement que les charges pesant actuellement sur Azimjan Askarov étaient infondées et a indiqué que cet homme était un « défenseur des droits humains bien connu dans la région ».

Azimjan Askarov a filmé et photographié certains actes de violence, homicides et incendies volontaires visant principalement des foyers ouzbeks et d'autres bâtiments de Bazar Korgan. Ces faits seraient imputables à des groupes d'hommes armés qui se disent kirghizes. Azimjan Askarov aurait notamment filmé des émeutiers en train de tirer sur des personnes sans arme qui s'approchaient d'eux pour négocier, tandis que les policiers armés présents n'intervenaient pas. Des défenseurs des droits humains locaux ont déclaré qu'Azimjan Askarov avait été longuement passé à tabac en vue de le contraindre à révéler où se trouvaient ses séquences vidéo et sa caméra. Sa vie serait menacée.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en russe, en kirghize, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez la libération immédiate et inconditionnelle du défenseur des droits humains Azimjan Askarov ;
- appelez le gouvernement provisoire à faire en sorte que cet homme puisse immédiatement bénéficier de soins médicaux, consulter l'avocat de son choix et contacter sa famille ;
- exhortez-le à diligenter une enquête rapide, approfondie et indépendante sur les allégations selon lesquelles Azimjan Askarov aurait été torturé en détention ;
- priez-le instamment de restituer à cet homme tout l'équipement et le matériel vidéo et photographique ainsi que les autres biens qui lui ont été confisqués ;
- engagez-le à permettre aux défenseurs des droits humains, aux journalistes et aux autres militants de la société civile de mener leurs activités sans craindre d'être harcelés ni entravés par les autorités.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 30 JUILLET 2010 À :

Ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire

Bolotbek Sherniazov
Frunze Street, 469
Bishkek 720040
KIRGHIZISTAN
Fax : +996 312 68 20 44
Courriel : pressa@mail.mvd.kg
Formule d'appel : *Dear Acting Minister, / Monsieur le Ministre par intérim,*

Chef adjoint du gouvernement provisoire

Azimbek Beknazarov
Dom Pravitelstva
Bishkek 720003
KIRGHIZISTAN
Fax : +996 312 21 86 27
Courriel : admin@kyrgyz-el.kg
Formule d'appel : *Dear Deputy Head of Interim Government, / Monsieur,*

Copies à :

Présidente par intérim
Roza Otunbaeva
Dom Pravitelstva
Bishkek 720003
KIRGHIZISTAN
Fax : +996 312 21 86 27
Courriel : admin@kyrgyz-el.kg
Formule d'appel : *Dear Interim President, / Madame la Présidente par intérim,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Kirghizistan dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS EN DANGER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'arrestation d'Azimjan Askarov a été validée par le tribunal régional de Bazar Korgan le 17 juin, lors d'une audience à huis clos. Il était représenté par un avocat commis d'office. L'avocat indépendant qui avait été engagé pour le représenter par une autre organisation locale de défense des droits humains n'a pas été autorisé à entrer en contact avec lui. Par ailleurs, les organisations de défense des droits humains de la région affirment que ni les proches d'Azimjan Askarov ni elles ne peuvent lui rendre visite et que cet homme est privé de soins médicaux. Le frère d'Azimjan Askarov, qui a été arrêté en même temps que lui et partageait sa cellule, a été libéré le 17 juin.

Le 15 juin, un groupe d'inconnus armés et masqués, qui ont prétendu appartenir à la section du ministère de l'Intérieur de la région de Djalal-Abad, sont arrivés au domicile d'Azimjan Askarov et ont demandé à son épouse d'ouvrir le portail et de leur remettre l'équipement vidéo et l'appareil photo de son mari. Lorsqu'elle a refusé, ils auraient commencé à tirer en l'air avant de casser le portail. La femme d'Azimjan Askarov a réussi à s'enfuir et à se cacher chez des voisins. Le 17 juin à midi, un autre groupe d'inconnus armés aurait effectué une seconde fouille au domicile d'Azimjan Askarov et saisi plusieurs disques et cassettes. À ces deux reprises, la maison a été mise à sac.

Les violences meurtrières qui ont dévasté une grande partie du sud du Kirghizistan auraient commencé par des affrontements entre bandes rivales de jeunes, principalement kirghizes et ouzbeks, le 10 juin 2010. Ces affrontements ont rapidement dégénéré en attaque de grande ampleur contre les quartiers majoritairement ouzbeks d'Och, avec des incendies, des pillages et des agressions violentes, dont des homicides. Les violences se sont ensuite propagées à la ville de Djalal-Abad, ainsi qu'aux villes et villages environnants.

Le sud du Kirghizistan accueille une importante communauté ouzbèke et était le fief de l'ancien président Kourmanbek Bakiev, qui a été renversé en avril après une violente confrontation entre les sympathisants du gouvernement et ceux de l'opposition.

L'origine des affrontements n'est pas claire, mais le gouvernement provisoire impute cette violence aux partisans de l'ancien président Kourmanbek Bakiev et accusent des groupes criminels organisés de vouloir déstabiliser le pays avant le référendum constitutionnel du 27 juin prochain.

Le 15 juin, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a déclaré que les violences qui ont éclaté étaient « orchestrées, ciblées et bien planifiées » et qu'elles ont été déclenchées par cinq attaques simultanées lancées par des hommes armés et masqués dans la ville d'Och. Le 17 juin, les Nations unies ont estimé que le nombre de personnes déplacées, dont la majorité sont des Ouzbeks, avait atteint les 400 000. Selon des chiffres qui n'ont pas été confirmés, plus de 2 500 personnes auraient été tuées depuis le 10 juin.

AU 135/10, EUR 58/003/2010, 18 juin 2010

AMNESTY
INTERNATIONAL

